

POUR UNE ALLIANCE DES SYNDICALISTES ANARCHISTES.

La faillite de deux systèmes économiques aura marqué la fin du siècle. Le capitalisme d'Etat s'est effondré dans les pays de l'Est et avec lui, le mythe d'Etats ouvriers fondés sur le centralisme démocratique. Le capitalisme privé s'abîme dans une crise mondiale que n'atténue en rien l'échec de l'U.R.S.S. et dont personne ne prévoit l'issue.

Aux portes de la récession économique, la régression sociale se manifeste par le chômage, l'austérité salariale, la remise en cause des protections sociales, les privatisations et déréglementations permettant une surexploitation dans tous les domaines, la misère de la petite paysannerie. Les trois quarts de l'humanité, soumis à la dette mondiale, sont voués à la famine.

Les partis ouvriers traditionnels, englués dans la collaboration avec la bourgeoisie, se sont disqualifiés aux yeux des salariés qu'ils étaient sensés défendre. L'expérience de la gestion «socialiste» en France a donné le coup de grâce aux illusions social-démocrates d'un gouvernement favorable aux travailleurs et à fortiori d'une accession au socialisme par les voies parlementaires. Crise économique, crise sociale, crise de régime ... établissent un climat qui va de la démoralisation au désarroi ou au baston. Au moment où l'humanité titube sur la voie du chaos, le courant que nous représentons propose des solutions sur le plan du système de production économique et sur celui de l'organisation sociale. Pour peu qu'il soit clair dans les principes, et présent dans l'action, il offre les perspectives d'un rassemblement sur les points suivants:

1- Réfutant les transcendances, nous nous réclamons du matérialisme au sens où l'entendait Bakounine. Nous considérons que la pensée procède des neurones, non de l'âme et de l'esprit, que les individus raisonnent et agissent en fonction de leurs conditions matérielles.

2- Solidaires des catégories dont les intérêts s'opposent à la société oppressive, nous participons à la lutte des salariés contre la classe bourgeoise dominante. Nous sommes en conséquence et par principe engagés dans l'action syndicale de masse telle que la concevaient Pelloutier, Pouget ou Monatte: indépendante des partis, des églises et de l'Etat.

Cette conception anarcho-syndicaliste s'oppose aux objectifs sociaux-chrétiens d'implication des salariés, hors des fonctions professionnelles, soit en tant qu'individus soit en tant que syndicats à la gestion des services publics ou des entreprises privées, voire à la gestion de l'emploi dans la perspective du partage du travail et des salaires.

3- Les définitions de l'Etat par les courants socialistes et anarchistes du 19ème comme instrument de coercition au service de la classe dirigeante ont été vérifiées par les faits, y compris et singulièrement dans les périodes de gouvernement de gauche. Les anarchistes se situent constamment face à l'Etat, ils ne sauraient s'engager dans les campagnes électorales de candidats à l'exercice du pouvoir d'Etat. Les différentes formes d'Etats plus ou moins coercitives, plus ou moins démocratiques reflètent un rapport de forces qu'infléchissent les

luttres ouvrières auxquelles doivent participer les anarchistes pour la défense des libertés individuelles et collectives. Au premier rang de celles-ci l'indépendance des syndicats représente une exigence démocratique en butte aux pressions pour les intégrer dans des structures corporatistes conformes au principe papal de subsidiarité.

4- L'indépendance des syndicats conditionne la pratique des conventions collectives auxquelles patronat et Etat tentent de substituer précarité, flexibilité, mobilité pour aboutir à un statut personnel allégé rappelant le louage de services de l'ancien régime . De même, la privatisation de services publics remet en cause le statut des personnels et remplace la notion de citoyens égaux en droit par celle de clientèle . Les réformes du service d'enseignement, particulièrement visé par la «décentralisation», ont pour but de soumettre enseignants et enseignés, aux tutelles des forces idéologiques et économiques dominant la société civile: églises et patronat. La laïcité de l'école et de l'Etat, héritage de la Révolution française, est battue en brèche par les cléricaux et leurs complices qui voient dans l'Europe vaticane de Maastricht, l'occasion d'une revanche irréversible. Ceux qui combattent pour la défense de ces acquis, pour les salaires, contre les licenciements nous trouverons au premier rang à leur côté.

5- Mais les luttres de résistance, qu' il s'agisse de l'action syndicale quotidienne ou de manifestations d'ensemble, contrôlés par des comités de grève élus, ne cantonneront pas les aspirations à celle d'un simple retour du passé. Elles poseront tôt ou tard, étant donné la profondeur et la mondialisation des problèmes, celui de l'économie de marché, c'est à dire du mode de production capitaliste . Elles ouvriront au niveau international les perspectives évoquées dans la charte d'Amiens d'une transformation révolutionnaire du système économique. Les anarchistes auront alors à proposer les structures fédératives de gestion et d'organisation sociale susceptibles de redonner, après l'échec de l'expérience bolchevique, la confiance et l'enthousiasme nécessaires à la bataille décisive pour l'appropriation collective des moyens de production.

Sur ces bases, nous appelons à rejoindre le mouvement anarchiste, les militants déçus par les partis traditionnels, les jeunes qui cherchent une organisation et un sens à leur révolte, les syndicalistes attachés au respect des mandats et à l'indépendance du syndicat par rapport aux églises, aux partis et à l'Etat quel qu'il soit ...

CONTACTS:

Ille-et-Vilaine: Jacques TALLEC 14 rue de Gaillou 35000 Rennes

Loire-Atlantique: Sylvianc HOCHARD B.P. 29 44620 La Montagne

Oise: Christophe BENAVIDES, 9 rue du Tour de Ville 60120 Breteuil

Rhône: Frédéric GIRAUD, l'Atelier 343 rue Paul Bert 69003 Lyon

Seine-Maritime: Jean HEDOU, 3 allée Roger Potel 76320 Caudebec lès Elboeuf

Les salaires, les emplois.. ou la rue.

L'étendue de l'hécatombe a dépassé les pronostics: 57 rescapés P.S. sur 257. Dix jours plus tard, le comité directeur vole en éclat: Jospin au travail (au grade de ministre plénipotentiaire), Chevènement un pied dehors, Mauroy et Poperen déserteurs, Fabius et Rocard aux couteaux... . Au-delà de la débâcle, des humeurs et des fâcheries, que s'est-il passé en profondeur?

En mai 69 la branche social-démocrate du marxisme, le parti S.F.I.O. à bout de souffle, mort pour la France en Algérie, est remplacé par le P.S., dirigé par le catholique Alain Savary. Le congrès d'Epinay confirme en 71 sa nature démocrate-chrétienne, sorte de relais du M.R.P. mais paré des dépouilles social-démocrates. C'est l'ambiguïté du Mitterrandisme. Dix ans à l'épreuve du pouvoir n'ont pas permis la poursuite du subterfuge, la contradiction éclate entre les promesses et les actes, les apparences et la réelle nature (1).

Mais au congrès d'Epinay et plus carrément deux ans plus tard avec l'entrée de Rocard accompagné d'une partie du P.S.U. et de la C.F.D.T. une nouvelle variété investit le P.S. en octobre 74, celle des sociaux-chrétiens. Ils défendent l'économie de marché et la "planification démocratique", mais ils doutent de la crédibilité de la représentativité parlementaire et craignent pour son efficacité au maintien de l'Ordre . Entre le Capital et le Plan ils introduisent la notion de démocratie participative, ils théorisent sur la nouvelle citoyenneté, les droits nouveaux des travailleurs, l'autogestion que la C.F.D.T. revendique dans son programme, et préconisent l'implication des individus et des syndicats dans le cadre corporatiste de la Subsidiarité inscrite par Delors au traité de Maastricht.

Delors qui pratique dans la même église que le nouveau chef du gouvernement, M. Balladur, formé à la même école des bons pères que l'impavide chef de l'Etat. Comment s'étonner des congratulations réciproques entre gens de même éducation et même foi ? Mais la cordialité ne se limite pas au protocole: le chef de l'Etat a pesamment insisté sur l'accord de Maastricht et la construction de l'Union européenne qui représente le lieu du consensus. Puisque la gauche faisait une politique de droite, pour parler comme Marchais (avant les élections), on souhaiterait que la droite ne poursuive pas la politique de gauche. Mieux vaut ne pas cultiver trop d'illusions à ce sujet . Les orientations du XIème Plan, avalisées par le conseil des ministres en février, constituent le programme commun de la gauche et de la droite. Certains chapitres du mini-programme de l'U.P.F. : traitement du chômage, éducation... reprennent mot pour mot les textes du XIème Plan.

C'est bien pour cela que personne ne triomphe. Ces orientations communes sont celles qui viennent d'être rejetées par ceux qui les ont éprouvées sous la précédente législature. Les voix perdues à gauche ne se sont pas reportées à droite, dans les banlieues ouvrières se comptent le gros des 32,5 % d'abstentions, des 2 millions de bulletins nuls et des 25% de jeunes non inscrits : la "victoire" de la droite tient au discrédit de la représentation parlementaire . C'est la défaite du clan légaliste au F.N. (qui n'obtient aucun siège tandis que le P.C. avec moins de voix en ramasse 23) ce n'est pas la défaite du F.N. Ce n'est pas la défaite des sociaux-chrétiens, des prophètes de la subsidiarité, des Rocard-Notat-Delors qui redressent la tête et promettent de refaire la gauche (plutôt que le P.S.) . La notion de gauche étant d'ailleurs appelée à s'estomper devant celle d'union nationale selon N. Notat qui estime "qu'il n'y a pas lieu de diaboliser la droite" dont le programme (le XIème Plan ?) est "*débarrassé des excès habituels*".

On saura très vite si Balladur est décidé à concéder aux revendications ouvrières ou s'il s'obstine dans la foulée de ses prédécesseurs ainsi que le laisse prévoir sa déclaration d'investiture. Dans ce dernier cas, beaucoup de choses se passeront dans la rue: les 10.000 manifestants de Loire-Atlantique, les 20.000 de Metz, les 50.000 de Lyon... ne se satisferont pas d'exhortations à la patience et à "l'effort" . Pas plus que les 75.000 sidérurgistes à Bonn, les 100.000 grévistes de l'ancienne R.D.A., les 300.000

(1) Les mêmes causes sont en train de produire les mêmes effets au P.S. espagnol.

manifestants à Rome ne se contenteront d'équivoques. Les violences des paysans et des pêcheurs devraient donner à réfléchir .

Mais la journée européenne du 2 avril n'aura pas contribué à lever les ambiguïtés. Si l'on en croit Ouest-France, le défilé strasbourgeois relevait de la Kermesse aux rythmes d'un orchestre de samba. Mais on n'est pas obligé de croire Ouest-France, habituellement hostile à Force Ouvrière, qui conclut : *"il en faudra encore des trains de nuit pour Strasbourg, Bruxelles ou Maastricht, des coude à coude Nicole Notat-Marc Blondel..."* . Tel n'est pas notre avis . La cohorte C.F.D.T. à Bruxelles le même jour entonne un nouvel hymne révolutionnaire: *"Frère Jacques, sonnez les matines"*. Et le frère Jacques de répondre: *"... vous nous soutenez et vous avez beaucoup de mérite"*. Heureusement dans F.O. Magazine M. Blondel prend ses distances: *"la construction européenne a, d'une certaine façon, subi la mode des années 80, celle du néo-libéralisme De fait, tant au plan des différents pays qu'au plan européen, le néo-libéralisme a fait des ravages sociaux, ces dernières années. Il faut être logique: on ne voit pas pourquoi douze pays pratiquant, chacun à sa façon, l'austérité et le libéralisme économique, décideraient en commun, au plan européen de faire autrement"*.

Mais au fait, qui gouvernait en France depuis les années 80? Alors, néo-libéraux, néo-socialistes ... ou néo-corporatistes ?

S. Mahé

Rumeurs...

C'est Yvon GATTAZ (C.N.P.F.) qui le dit:

Vous ne craignez pas une crise sociale importante en France, où le chômage continue à monter ?

Y.G.: Si l'emploi continue à plonger, ça peut très bien conduire à une explosion sociale non prévue, qui ne viendra pas des syndicats, mais qui viendra tout simplement d'une explosion spontanée, en particulier des jeunes. Ma crainte est récente, mais quand je vois les jeunes ingénieurs des grandes écoles commerciales ou scientifiques qui n'arrivent pas à se caser, je commence à m'inquiéter.

(le Nouvel Economiste 12.02.93)

(1) Dont la réponse édifiante à l'Appel ne fut d'ailleurs publiée que par l'Anarcho-Syndicaliste.

(2) Voir annexe page suivante.